

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 25/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SOCIÉTÉ MARCHAND SAS**

Lieux-dits « Combe Moussin » et « Plaine de Champlas »  
38270 Beaufort

Références : 2023 – Is152SS  
Code AIOT : 0006100814

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans la carrière MARCHAND SAS implantée aux lieux-dits « Combe Moussin » et « Plaine de Champlas » 38270 Beaufort.

L'inspection a été annoncée le 31/08/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre de la programmation pluriannuelle des contrôles des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ MARCHAND SAS
- « Combe Moussin » et « Plaine de Champlas » 38270 Beaufort
- Code AIOT : 0006100814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de sables et graviers alluvionnaires à ciel ouvert autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°97-34 du 6 janvier 1997.

L'autorisation a été prolongée par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°DDPP-IC-2017-04-09

du 14 avril 2017 et n°DDPP-IC-2018-02-10 du 13 février 2018.

Le renouvellement et l'extension de la carrière ont été autorisés par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-05-03 du 3 mai 2018 pour une production annuelle maximale de 30 000 t/an. L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 3 mai 2038, remise en état incluse.

Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 30 janvier 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire, suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Pollution atmosphérique / Poussières	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 2.1. & 7.2. Arrêté ministériel du 26/11/2012, articles 39 & 57	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 5.1.1. & 5.2.	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.5.	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée et exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.2.1.	/	Sans objet
2	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.2.3.	/	Sans objet
3	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.1.	/	Sans objet
4	Accès et voirie publique	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.2.	/	Sans objet
5	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 3.1.	/	Sans objet
8	Traitement des eaux de ruissellement / Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 3.3.1. & 3.3.2.	/	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 3.3.2.4.	/	Sans objet
10	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.1.	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.2.	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 6.2.	/	Sans objet
14	Information du public	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.1.	/	Sans objet
15	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.2.	/	Sans objet
16	Lutte contre l'ambrosie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.3.	/	Sans objet
17	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.4.	/	Sans objet
19	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 8.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non conformités ont été relevées et cinq observations ont été émises.

### 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Production autorisée et exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 30 000 tonnes/an.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle maximale autorisée. Le gisement restant est estimé à 275 680 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Modalités d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épaisseur maximale d'extraction est de 21 mètres. L'exploitation est limitée en profondeur à la côte suivante : 309 m NGF.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que les modalités d'extraction sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Entretien du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. La vitesse des engins est limitée à 25 km/h sur le site.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate que le site et ses abords sont correctement entretenus. L'inspection des installations constate l'absence de dépôts particuliers de poussières ou de boues sur la voirie communale. La limitation de vitesse à 25 km/h sur le site est correctement signalée en entrée de site par un panneau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Accès et voirie publique

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Le régime de priorité sera signalé par un stop positionné sur la sortie du site. [...]

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les débouchés (entrée et sortie) sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risques particuliers pour la sécurité routière et que les panneaux réglementaires sont en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Sécurité du public

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 1.10.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate qu'une barrière amovible empêche l'accès des engins au site en dehors des périodes d'activité de la société. L'activité de la carrière est strictement interne à la société Marchand SAS, seuls le personnel et les camions de la société accèdent au site.

L'inspection des installations classées constate que des panonceaux d'interdiction d'accès / danger carrière sont présents en bordure de site.

L'inspection des installations classées considère que le dispositif d'ensemble est satisfaisant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Pollution atmosphérique - Poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 2.1. & 7.2.  
Arrêté ministériel du 26/11/2012, articles 39 & 57

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes :

- arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent ;
- stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins (0/4) et des stocks de granulats le nécessitant ;
- micro pulvérisation, ou aspiration-dépoussiérage, ou capotage aux points de l'installation de traitement les plus sensibles (sorties broyeurs, points de jetée) ;
- restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs ;
- limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 25 km/h sur la voirie d'accès à la carrière, et à 25 km/h sur les pistes.

Une campagne de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est effectuée sous un délai d'un an à partir de la date de délivrance du présent arrêté. Le suivi des retombées de poussières atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003 et réalisé par un organisme agréé.

Art. 57 AM du 26/11/2012 : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à 6 mois.*

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les dispositions pour éviter les envols de poussières sont prises par l'exploitant, dont notamment la limitation de vitesse à 25 km/h sur site.

L'inspection des installations classées constate qu'aucune campagne de mesures des retombées de poussières dans l'environnement n'a été effectuée. L'arrêté préfectoral du 3 mai 2018 prescrivait, dans ses articles 2.1.3 et 7.2, explicitement la réalisation d'une campagne de mesures sous un délai d'un an à partir de la date de délivrance de l'arrêté puis une surveillance annuelle.

Les puissances des installations de traitement formellement autorisées par l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension du 3 mai 2018 étant supérieures à 200 kW pour la rubrique n°2515-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 (y compris n°2517) s'appliquent également au site dont ses articles 39 et 57.

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'assurer une surveillance trimestrielle de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières [...] et d'adresser tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures trimestrielles de retombées de poussières avec ses commentaires.**

#### **Observations :**

Suite à l'approbation du 3<sup>ème</sup> Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) Grenoble Alpes Dauphiné par l'arrêté préfectoral n°38-2022-12-16-00002 du 16 décembre 2022, des mesures devront être prises pour réduire les émissions des poussières diffuses issues des carrières et des plateformes de concassage et recyclage de matériaux inertes situés dans le périmètre du PPA.

La carrière de Beaufort est concernée. Dans le cadre de ses mesures de retombées de poussières, l'exploitant devra prochainement respecter la valeur seuil de 350 mg/m <sup>2</sup> /jour (objectif à atteindre en moyenne annuelle glissante).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés au niveau du siège de l'installation à Revel-Tourdan. Le ravitaillement des engins de chantiers est réalisé au bord à bord sur une aire de rétention mobile.</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. [...]</p> <p>Les dispositifs de rétention et les aires étanches doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.</p> <p>Les stockages d'hydrocarbure et de liquides polluants sont sous abri, à une cote maintenant au moins 3 mètres par rapport au niveau des hautes eaux décennales de la nappe.</p> <p>Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.</p> <p>Un kit de dépollution d'une forte capacité d'absorption est présent dans la carrière.</p> <p>L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme à l'inspection des installations classées que l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés au niveau du siège de l'entreprise à Revel-Tourdan et que le ravitaillement des engins de chantiers est réalisé au bord à bord sur une aire de rétention mobile.</p> <p>L'inspection des installations classées constate l'absence de stockage sur le site de tout liquide susceptible de générer une pollution.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Traitement des eaux de ruissellement / Rejet d'eau dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 3.3.1. & 3.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement sur les surfaces découvertes et en exploitation, sont dirigées de manière à s'écouler naturellement dans le sol via la mise en place d'une zone d'infiltration. Pas d'imperméabilisation de surface. Pas de rejet d'eau d'exhaure ni de nettoyage. Création d'un merlon périphérique accompagnant les écoulements d'eau pluviale hors emprise de l'exploitation afin d'éviter toute traversée de la carrière par les eaux de ruissellement extérieures au site. Aucun rejet d'eaux usées n'est autorisé. Aucun rejet d'eaux de procédés et d'installations n'est autorisé.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas de surface imperméabilisée et que les eaux de ruissellement s'infiltrent sur site. Le site est exploité de telle sorte que les eaux de ruissellement extérieures au site ne peuvent pas le traverser. Aucun rejet d'eau au milieu naturel n'a lieu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 3.3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des eaux souterraines comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>• une mesure mensuelle du niveau d'eau dans les 2 piézomètres (un en amont et un en aval) constituant le réseau de surveillance,</li><li>• une mesure annuelle de l'ensemble des paramètres suivants (l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux) : température, conductivité, pH, MEST, DCO, DBO5, hydrocarbures totaux, métaux lourds (Fer total, Mn, Hg, Al, Cu, Pb, Cr, Zn, As), chlorures, acrylamide, sulfates (<math>\text{SO}_4^{2-}</math>).</li></ul> Les modalités de surveillance du niveau des eaux souterraines font l'objet d'une consigne écrite par l'exploitant. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, selon les normes en vigueur. Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre : mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée, communication, à une fréquence déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

<p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant jusqu'à la cessation d'activité. En fonction du résultat du suivi des eaux souterraines pendant la phase d'exploitation, le préfet pourra imposer un suivi de ces éléments pendant une durée déterminée après les derniers apports de remblais.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les niveaux des eaux souterraines sont bien relevés tous les mois,</li> <li>• une analyse de qualité des eaux souterraines est réalisée par le cabinet Idées Eaux et le laboratoire accrédité CARSO une fois par an, alternativement en période de basses eaux puis de hautes eaux.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées consulte les rapports des campagnes d'analyse 2020, 2021 et 2022. L'ensemble des paramètres physico-chimiques prescrits sont bien analysés.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé d'anomalie particulière dans les résultats d'analyse sur cette période. Seule une concentration en Fe a été mesurée à 0,266 mg/l (&gt; 0,2 mg/l) sur le piézomètre aval lors de la dernière campagne du 29 novembre 2022. Ce paramètre sera à surveiller lors des prochaines campagnes, même si la présence de Fer en amont également suggère sa présence en tant que composé naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 10 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.</p> <p>Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. [...]</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet. L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate le bon tri effectif des diverses catégories de déchets et l'absence de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que le personnel de la carrière transporte lui-même régulièrement les différents petits lots de déchets (DIB, bois, fer, y compris fûts ou containers vides) au siège de l'entreprise à Revel-Tourdan où ils sont centralisés avant valorisation ou élimination vers des installations dûment autorisées.</p> <p>L'inspection constate, du fait de cette organisation proportionnée aux volumes et aux enjeux de production de déchets sur la carrière de Beaufort, l'absence de bordereaux de suivi ou encore de</p>

registre déchets sur le site même de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 11 : Plan de gestion des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans ainsi que dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées a été actualisé en février 2017 dans le cadre du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Son contenu est conforme ; les seuls déchets inertes et terres non polluées générées par l'activité d'extraction de la carrière correspondent à environ 25 cm de terres végétales et 25 cm de stériles de découverte.</p> <p>Depuis le renouvellement de l'autorisation, la situation n'a que peu évolué. Il n'y a pas eu de nouveau décapage de terres végétales ni d'enlèvement de stériles de découvertes. L'extraction se fait sur la palier inférieur depuis 2018 et ne génère pas de stériles de production.</p> <p>Aussi le courrier de l'exploitant daté du 13 avril 2022, justifiant que le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées de février 2017 reste d'actualité, peut être considéré comme une "révision quinquennale" dudit plan.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la fréquence de révision du plan de gestion des déchets inertes tous les cinq ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 12 : Émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, articles 5.1.1. & 5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. [...]</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès l'ouverture du site et ensuite périodiquement tous les trois ans [...]</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du</p>

fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a réalisé aucune mesure de bruit.

- **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'effectuer une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans un délai de trois mois puis de respecter une fréquence a minima trisannuelle de mesures des émissions sonores.**

Les mesures de bruit seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et auront donc lieu, dans la mesure du possible, en même temps qu'une campagne de traitement des matériaux par concassage et/ou criblage en cours sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 6.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

#### Prescription contrôlée :

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Des extincteurs appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles, sont également disponibles à proximité des installations à risques d'incendie (installation de concassage criblage, stockage de produits combustibles, armoire

<p>électriques...). Ils sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.</p> <p>Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que chaque engin mobile présent sur le site est équipé d'un extincteur.</p> <p>La vérification annuelle a été réalisée par la société CHUBB le 31 janvier 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 14 : Information du public

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, les jours et heures d'ouverture, la mention « interdiction à toute personne non autorisée », la liste des déchets inertes autorisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate qu'un panneau d'information figure bien en entrée du site avec les informations essentielles suivantes : l'identité de la société avec adresse et téléphone, l'objet des travaux et la référence de l'autorisation, la mention de la mairie de Beaufort où sont consultables les plans de remise en état.</p> <p>Le site étant à vocation strictement interne à l'entreprise Marchand TP, il n'y a pas lieu de faire figurer des jours et heures d'ouverture ni de rappeler en entrée de site la liste des déchets inertes autorisés.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La mention « interdiction à toute personne non autorisée » pourrait utilement être ajoutée en entrée de site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Dispositions particulières d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.1.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fronts ont une hauteur maximale de 7 m en cours d'exploitation. [...]</p> <p>L'exploitation est menée en quatre phases successives de cinq années chacune avec un réaménagement pour partie coordonné à l'avancement de l'exploitation. [...]</p>

<p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la salubrité publique.</p> <p>Le gabarit des engins de chantier doit être respecté au niveau du passage sous les lignes électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que les dispositions particulières d'exploitation ci-avant rappelées sont respectées.</p> <p>L'exploitation de la carrière est toujours dans la première phase d'avancement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Lutte contre l'ambroisie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 71.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Espèces végétales invasives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du Préfet de l'Isère prescrivant la destruction de l'ambroisie est mis en œuvre sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que certaines zones de la carrière sont colonisées par la Renouée du Japon, espèce végétale envahissante. L'exploitant confirme à l'inspection des installations classées qu'il procède régulièrement au broyage des pieds de Renouée.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir ses efforts et moyens pour contenir du mieux possible le développement de la Renouée et progressivement arriver à l'épuiser.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Registres et plans

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 71.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ; les courbes de niveau ; les cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,</li> <li>• les zones décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a fait réaliser par CTI Géomètre un levé topographique et une mise à jour de son plan d'exploitation en mars 2022 qui comprend globalement l'ensemble des informations attendues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Remblayage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 71.5.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes sont autorisés. La quantité maximale de remblais nécessaire pour la remise en état s'élève à 217 380 m<sup>3</sup> (soit environ 434 760 tonnes).

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage correspondant aux données figurant sur le registre d'admission mentionné à l'article 71.5.3 suivant une grille de 50 mètres par 50 mètres maximum. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.. [...]

L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

Le suivi des prescriptions sera assuré par un organisme extérieur qui transmettra un rapport triennal à l'inspection des installations classées.

Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe IV [...]

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs). [...]

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. [...]

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. [...]

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que les seuls déchets inertes admis sur la carrière proviennent de chantier de travaux publics réalisés par la société Marchand TP elle-même.

L'exploitant tient à disposition les bordereaux de suivi des déchets/remblais, qui font office de registre d'admission.

Lesdits bordereaux contiennent les informations suivantes : adresse du chantier de provenance des remblais, immatriculation du transporteur (interne à la société Marchand TP), quantité, code déchets, date et heure.

La zone de remblai est unique. Il n'y a pas lieu pour l'instant, et au vu du rythme de remblayage (environ 1000 tonnes par an en moyenne haute), de mettre en place un carroyage selon une grille de 50 mètres par 50 mètres des zones de remblayage.

L'inspection des installations classées consulte le plan d'exploitation avec la zone de remblais bien identifiée.

L'inspection des installations classées constate l'absence de suivi des prescriptions par un

organisme extérieur.
<p>➤ <b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser un suivi des prescriptions relatives au remblayage par un organisme extérieur dans un délai de 6 mois.</b></p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10 février 2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2022, toute personne produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, (y compris celles effectuant une opération de valorisation ou exploitant une installation de transit/regroupement de ces matériaux) doit téléverser en ligne dans le registre national des déchets, des terres et sédiments (RNDTS : <a href="https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts">https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts</a> ) , les informations issues de son registre de suivi chronologique.</p> <p>Tous les acteurs de cette «chaîne de gestion» sont concernés, y compris les entreprises de travaux. Le contenu des informations à renseigner dans le registre en ligne est précisé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 19 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 8.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins trois mois avant leur échéance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'acte de cautionnement solidaire établi le 12 juillet 2023 est valable du 7 juin 2023 jusqu'au 7 juin 2028 inclus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite